



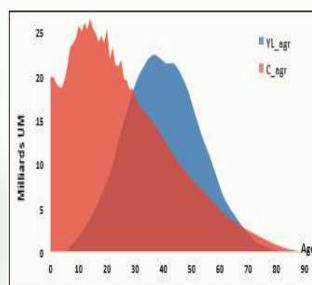
République Islamique de Mauritanie

Honneur –Fraternité – Justice

Ministère de l'Economie et des Finances

Cadre Budgétaire à Moyen Terme

2018-2020



S

C

A

P

P

Table des matières

I. Introduction.....	2
III. Méthodologie	4
III.1. Logique de projections	4
III.2. Projection des recettes.....	4
III.3. Projection des dépenses	5
III.4. Financement.....	5
III.5. Résultats de la projection	5
TOFE prévisionnel 2018-2020	5
IV. METHODOLOGIE D'ALLOCATION INTERSECTORIELLE	8

I. Introduction

Conformément au décret n° 029-2016 du 02 Mars 2016, fixant les attributions du Ministre de l'Economie et des Finances et l'organisation de l'administration centrale de son département, la Direction Générale du Budget (DGB) est chargée de l'élaboration du cadre de dépenses à moyen terme global (CDMTg) et des projets de lois de finances dont elle suit l'exécution, notamment en dépenses.

Le CDMTg sert, entre autres, à aligner le budget sur les priorités de la SCAPP, assurer la cohérence entre les crédits de fonctionnement et les crédits d'investissement, améliorer la prévisibilité des allocations, faciliter l'arbitrage des dotations budgétaires inter et intra ministérielles, et pour le suivi –évaluation des politiques publiques.

L'élaboration du CDMTg, la nouvelle mission de la DGB, nécessite l'utilisation d'un dispositif technique de cadrage comportant les modules suivants :

- TOFE prévisionnel ;
- Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CDMTg) ;
- Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMTm).

II. Contexte général

Contexte international

- ✓ La préparation du CDMTg 2018 intervient dans un contexte international caractérisé par l'affermissement de la reprise mondiale amorcée en 2016.
- ✓ La croissance du PIB réel mondial devrait passer de 3.2% en 2016 à 3.6% en 2017 et 3.7% en 2018.
- ✓ Les économies avancées poursuivent leurs rythmes de croissance modérés avec un taux de 2.2% en 2017 et 2% en 2018 tirés essentiellement par la demande intérieure vigoureuse enregistrée dans la plupart des pays de la zone Euro, malgré l'incertitude relative aux changements de politique budgétaire au Etats- Unies et le ralentissement des activités au Royaume-Uni.
- ✓ Cependant, les économies émergentes et en développement devraient connaître une reprise solide d'activités avec un taux de croissance de 4.6% en 2017 et 4.9% en 2018. Cette croissance est tirée essentiellement par la Chine (6.6%) et l'Inde (7.6%). Les pays du Moyen-Orient, Afrique du Nord,

Afghanistan et Pakistan (MOANAP) devraient subir un ralentissement (2.6%) en 2017, en raison de la mauvaise conjoncture dans les pays exportateurs de pétrole, avant de connaître de nouveau un rythme accéléré (3.5%) en 2018.

- ✓ Quant à l'Afrique subsaharienne, le taux de croissance devrait se chiffrer à 2.6% en 2017 et 3.4% en 2018 bien que sa valeur par tête reste négative ou nulle dans la plupart des pays.

Contexte national

- ✓ Au niveau national, le pays continue à confronter un environnement externe difficile caractérisé par la volatilité et la faiblesse des prix des minerais et ses implications en termes de la détérioration des termes de l'échange.
- ✓ D'autres défis politiques, économiques et environnementaux feront l'ordre du jour en 2018 à savoir :
 - i) l'organisation du sommet de l'Union Africaine à Nouakchott après la réussite du sommet Arabe tenu à Nouakchott l'année passée,
 - ii) l'organisation des élections parlementaires, municipales et régionales conformément aux résultats du référendum du mois d'août passé sur des réformes constitutionnelles portant sur la suppression de la chambre haute du parlement (le Sénat) et la création des conseils régionaux, et
 - iii) le renforcement du programme Emel après le déficit pluviométrique enregistré cette année sur le territoire national et ses conséquences en termes de sécurité alimentaire.
- ✓ Malgré cet environnement peu favorable, l'activité économique nationale poursuit sa reprise en 2017 avec une croissance du PIB réel estimée à 3,5%, reflétant ainsi la bonne tenue du sous-secteur de l'agriculture irriguée, des secteurs de la pêche et des Bâtiments et travaux publics (BTP), conjuguée au regain de croissance dans les activités manufacturières. L'évolution des prix à la consommation est restée modérée à 2,2%, en glissement annuel, à fin août grâce à une relative stabilité du taux de change et des marchés mondiaux des matières premières. Elle ne devrait pas dépasser le taux de 2,7% en fin décembre.

III. Méthodologie

La projection du TOFE représente l'épine dorsale du cadre budgétaire à moyen terme. Elle consiste à modéliser les comportements des recettes et définir le niveau des dépenses budgétaires soutenables compatible avec le profil souhaitable du solde budgétaire compte tenu de son évolution passée et des financements mobilisables.

III.1. Logique de projections

La projection du TOFE à moyen terme traduit la politique budgétaire à moyen terme. Elle prend en considération les objectifs fixés par le Gouvernement en termes de recettes et de dépenses, les engagements nationaux et internationaux de l'Etat (notamment dans le cadre des programmes soutenus avec le FMI) et le profil d'évolution du solde budgétaire conformément aux orientations de la SCAPP et aux conditions de la soutenabilité de la politique budgétaire.

III.2. Projection des recettes

L'évolution d'une recette dépend généralement d'un taux d'imposition et d'une assiette sur laquelle s'applique le taux. Ni le taux officiel ni l'assiette réglementaire ne sont en pratique utiles pour estimer ou déduire le niveau effectif de recettes collectées. La méthodologie consiste alors à déterminer des assiettes de remplacement et un taux apparent d'imposition (différent du taux légal) calculé sur les données historiques (rapport entre recette collecté et son assiette). Il est ajouté à ce rendement une estimation de l'effort fiscal lié aux réformes réalisées et la performance de l'administration fiscale. A titre d'exemple, la TVA est appliquée sur la consommation de ménages. L'assiette de remplacement est la consommation finale de ménages au niveau de la comptabilité nationale

Comme il était impossible d'appliquer la méthode de prévision pour toutes les catégories des recettes, il est nécessaire d'utiliser d'autres méthodes comme l'avis des experts ou les dernières projections du FMI. Ces recettes représentent environ 30% des recettes budgétaires (hors dons).

III.3. Projection des dépenses

Les dépenses sont discrétionnaires. La projection a pris en compte les réformes en cours relatives aux EPAs. Il n'existe jusqu'à présent un outil fiable de prévision de la masse salariale sur une base pluriannuelle.

Les dépenses d'investissement sur ressources propres ont été fixées à la lumière de l'évolution du solde budgétaire pour qu'il soit compatible avec les objectifs de la SCAPP et des discussions avec le FMI.

III.4. Financement

La projection a pris les données du FMI comme références. Des ajustements ont été opérés pour prendre en compte les évolutions des recettes et des dépenses.

III.5. Résultats de la projection

TOFE prévisionnel 2018-2020

	2018	2019	2020
Recettes totales et dons	517,9	554,9	600,3
Recettes non pétrolières et dons	517,9	554,9	600,3
Recettes non pétrolières hors dons	483,3	518,4	576,1
Recettes budgétaires (y c. recettes pétrolières)	483,3	518,4	576,1
Recettes fiscales	345,8	382,8	423,3
Impôts sur les revenus et les bénéfices	108,1	120,1	133,7
BIC/BNC/IMF	39,4	43,1	48,1
IMF douanes	16,5	17,9	19,2
Crédit d'impôt IMF	0,0	0,0	0,0
ITS	40,8	45,4	50,7
IRCM	4,2	5,6	6,2
IGR	0,0	0,0	0,0
Régime simplifié d'imposition (RSI)	7,2	8,2	9,4
Taxe sur les biens et services	167,3	184,8	205,3

TVA intérieure	47,8	54,3	60,7
TVA sur les importations	69,9	77,2	84,0
Taxe unique SNIM /TPS-TOF	16,7	16,3	18,8
Taxe unique SNIM/TPS	8,7	7,4	8,5
TOF	8,0	8,9	10,2
Taxe sur les produits pétroliers	13,2	14,9	16,7
Droits de consommat°(the, tabac, sucre, ciment)	16,2	18,3	20,7
Autres taxes (assur. véhicules, aéroport)	3,5	3,9	4,4
Taxes sur le commerce international	56,2	61,5	66,1
Importations	49,5	54,0	57,9
Taxe statistique	6,7	7,5	8,3
Autres recettes fiscales	14,1	16,4	18,2
Reste à recouvrer de DD (perception port)			
Recettes non-fiscales	137,6	135,6	152,8
Recettes de pêche	66,5	71,7	74,6
Union Européenne	24,4	26,2	26,7
Compensation financière	24,4	26,2	26,7
Armateurs	0,0	0,0	0,0
Droit territorial	0,0	0,0	0,0
Redevances pélagique	31,9	34,8	36,6
Taxes (bateaux affrétés par les nationaux)	4,0	6,0	7,0
Licences (les étrangers)	27,9	28,8	29,6
Droit d'accès (pêche de fond-nationaux)	9,2	9,8	10,2
Amendes	1,0	1,0	1,0
Recettes minières	11,8	11,0	12,1
Dividendes et redevances entreprises publiques	20,5	26,8	31,1
SNIM	11,4	17,0	20,3
BCM	0,5	0,6	0,7
Mauritel	7,4	8,0	8,8
Panpa+portndb	1,1	1,2	1,3
Dettes rattachées et recouvrements	4,7	1,0	1,0
Comptes spéciaux	15,0	4,5	11,3

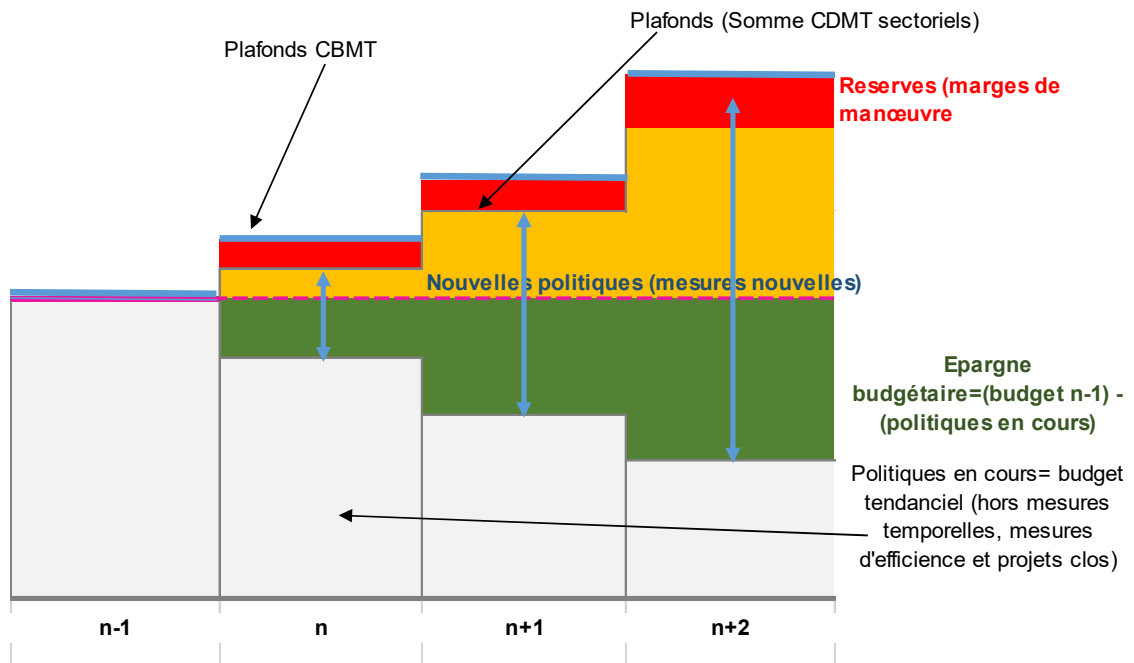
Dont: FAID	11,0	1,5	1,0
Recettes en capital	3,2	3,4	3,8
Dont: Ventes de terrain	2,7	2,9	3,2
Autres	15,9	17,1	18,9
Dons	34,6	36,5	24,2
Projets	14,0	12,0	13,0
Aide budgétaire	20,6	24,5	11,2
Recettes pétrolières (net)	0,0	0,0	0,0
Dépenses totales et prêts nets	537,6	563,6	607,9
Dépenses courantes	311,6	314,7	329,8
Salaires et traitements	135,2	139,1	143,2
Biens et services	72,7	74,9	72,2
Subventions et transferts	52,0	53,5	55,1
Intérêts	26,0	30,8	33,1
Extérieurs	20,0	22,8	25,1
Intérieurs	6,0	8,0	8,0
Comptes spéciaux	12,0	1,5	8,3
Dépenses en capital	223,0	245,9	275,1
Investissements financés par extérieur	120,3	135,4	155,5
Investissements financés par intérieur	102,6	110,5	119,6
Dont: Crédit d'impôts	0,0	0,0	0,0
Dont: CAS			
Restructuration et prêts nets	3,0	3,0	3,0
Réserves communes (crédits non ventilés)	13,0	14,0	16,9
Avances (dépenses payées avant ordonnancement)	0,8	0,9	1,0
CAS			
Solde de base (hors dons et pétrole) (- = déficit)	86,0	113,0	148,9
Solde primaire (Dons non compris) (- = Déficit)	-28,3	-14,4	1,3

Solde global (Dons non compris) (- = Déficit)	-54,3	-45,2	-31,8
Solde global (hors dons et FAID) (- = Déficit)	-65,3	-46,7	-32,8
Solde global (Dons compris) (- = déficit)	-19,7	-8,8	-7,5

IV. METHODOLOGIE D'ALLOCATION INTERSECTORIELLE

La méthodologie adoptée consiste à bâtir un budget base zéro(BBZ) pluriannuel crédible. Cette logique permet de pallier aux insuffisances des méthodologies passées basées sur les services votés et les mesures nouvelles et caractérisées par le manque de lisibilité et visibilité des choix publics et par conséquent, l'absence d'un débat budgétaire fructueux et de qualité.

Le schéma suivant visualise la logique de la nouvelle budgétisation :



Les équations suivantes définissent les paramètres importants nécessaires à la prévision des dépenses.

$$\text{Budget}_{N+1} = \text{Dépenses incompressibles} + \text{Marge à distribuer}$$

Dépenses incompressibles

$$= \text{Charges recurrentes actualisées} + \text{dépenses inéluctables} \\ + \text{Coûts recurrents de projets}$$

Charges recurrentes actualisées

$$= \text{Charge recurrentes de l'année} * (1 + t) * (1 + \pi)$$

Avec π le taux d'inflation

Et t un paramètre d'évolution structurelle du secteur. Par exemple pour la santé, il pourrait s'agir de l'accroissement du nombre d'élèves.

Coûts recurrents des projets

$$= \text{Dépenses induites par la mise en fonctionnement de projets}$$

Marge à distribuer

$$= \text{Dépenses (TOFE)}$$

– l'ensemble des dépenses incompressibles pour tous les titres

Défis :

On peut citer deux défis essentiels, à savoir :

- ✓ Estimation des dépenses non reconductibles (DNR) dans le cadre d'un calendrier de préparation du budget prenant en compte le besoin d'échanger avec les départements ministériels et les contrôleurs financiers.
- ✓ Amélioration du processus PIP : sélection de projets sur financement intérieur et extérieur et détermination des niveaux d'investissement annuel préalablement (ou concomitamment avec l'exercice de préparation du cadrage macroéconomique et du TOFE prévisionnel).

Enveloppes ministérielles 2018-2020

	2018			
	Dépenses de personnel	Dépenses de biens et services	Transferts et subventions	Charges non ventilées (yc CAS)
PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	439 731 000	231 460 422	340 000 000	3 800 000
MINISTÈRE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	371 431 836	1 287 030 550	99 602 750	#####
PREMIER MINISTÈRE	0	0	0	0
SENAT	0	2 543 859 791	0	0
ASSEMBLÉE NATIONALE	0	66 138 282	0	0
HAUT CONSEIL ISLAMIQUE	0	196 877 132	0	0
CONSEIL CONSTITUTIONNEL	295 101 857	108 483 113	0	0
COUR DES COMPTES	438 031 247	1 501 987 856	0	0
MINISTÈRE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT	27 019 199 304	#####	0	0
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE	4 585 383 955	3 291 686 274	0	0
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION	2 195 890 870	146 907 043	738 652 031	0
MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT ET LA SOCIÉTÉ CIVILE	0	177 189 419	0	0
HAUT CONSEIL DE LA FATWA ET DES RECOURS GRACIEUX	3 403 391 450	765 319 500	-2 558 606	0
MINISTÈRE DE LA JUSTICE	4 503 467 476	798 915 893	0	0
MINISTÈRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES CHARGÉ DU BUDGET	1 027 969 472	890 807 628	22 625 830	0
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES	435 180 054	324 581 628	0	0
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME	1 272 486 404	378 410 153	0	0
MINISTÈRE DES PÊCHES ET DE L'ÉCONOMIE MARITIME	409 905 132	201 487 772	0	0
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS	0	5 388 216 257	0	0
COMMISSION ÉLECTORALE NATIONALE INDÉPENDANTE	40 531 098 876	6 253 944 731	293 482 827	0
MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE	870 731 990	1 320 382 049	1 263 662 021	0
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	416 058 553	564 905 372	68 475 720	0
MINISTÈRE DE L'ÉLEVAGE	757 262 556	391 866 760	160 881 166	0
MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	463 051 132	103 619 543	0	0
COUR SUPRÊME	0	68 451 070	0	0
MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE	1 085 286 000	207 311 621	0	0
COMMISSARIAT À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	0	111 909 107	0	0
CONSEIL DU PRIX CHINGUITI	531 080 698	503 668 520	295 388 000	0
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE L'ARTISANAT	1 573 313 217	219 963 201	1 660 645 682	0
MINISTÈRE DES AFFAIRES ISLAMIQUES ET DE L'ENSEIGNEMENT ORIGINAL	4 560 232 700	1 576 897 426	2 375 360 044	0
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	0	151 077 294	0	0

HAUTE AUTORITÉ POUR LA PRESSE ET L'AUDIOVISUEL	11 710 607 685	3 816 431 264	2 607 213 363	0
MINISTÈRE DE LA SANTÉ	410 721 486	370 351 679	40 094 000	0
MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	155 218 000	191 696 155	0	0
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	15 615 362 375	6 133 746 658	320 460 002	48 000 000
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA DECENTRALISATION	252 938 238	399 507 872	40 000 000	0
MINISTÈRE DE L'HABITAT ,DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	487 054 197	230 513 098	50 077 000	0
MINISTÈRE DE L' HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT	668 269 559	916 534 111	677 337 386	0
MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES , DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE	624 594 968	601 692 485	10 209 884	0
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	350 000 000	132 534 539	-43 000 000	0
COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME ET A L'ACTION HUMANITAIRE	414 004 320	212 266 430	4 601 253 650	0
MINISTÈRE DU PÉTROLE, DE L'ÉNERGIE ET DES MINES	0	0	0	0
CONSEIL SUPERIEUR DE LA JEUNESSE	2 244 617 764	461 582 457	929 161 898	0
MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	0	279 772 767	0	0
AUTORITÉ DE RÉGULATION DES MARCHÉS PUBLICS	0	0	16 000 000 000	0
PROGRAMME D'URGENCE	0	#####	18 768 871 326	#####
DÉPENSES COMMUNES, CHARGES DE LA DETTE ET COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (COMPTES DE PRÊTS, D'AVANCES ET DE PARTICIPATIONS, COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE)	#####	#####	51 319 795 974	#####
Total	#####	#####	#####	#####

	Dépenses de personnel	Depenses de biens et services	Transferts et subventions	Dépenses d'investissement sur ressources propre	Dépenses d'investissement sur ressources extérieures
PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	308801629	608238705	1986845	0	0
MINISTÈRE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	439731000	245149763	5,6E+08	7,41E+09	6,23E+08
PREMIER MINISTÈRE	371431836	1345858050	4E+08	0	0
SENAT	0	0	0	0	0
ASSEMBLÉE NATIONALE	0	2660134353	0	0	0
HAUT CONSEIL ISLAMIQUE	0	69161326,1	0	0	0
CONSEIL CONSTITUTIONNEL	0	205875978	0	0	0
COUR DES COMPTES	295101857	114749990	0	0	0
MINISTÈRE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT	438031247	1629213285	1,2E+08	3,6E+08	0
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE	2,7019E+10	1,5862E+10	0	7,8E+09	0
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION	4585383955	3442142435	0	2,1E+08	0
MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT ET LA SOCIÉTÉ CIVILE	2275582136	320083649	1,3E+09	1,09E+09	0
HAUT CONSEIL DE LA FATWA ET DES RECOURS GRACIEUX	0	185288381	0	0	0
MINISTÈRE DE LA JUSTICE	3454484329	905903823	4,1E+08	1,55E+08	0
MINISTÈRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES CHARGÉ DU BUDGET	4503467476	835432684	0	0	0
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES	1241928546	1373753608	1,8E+09	4,31E+09	1,39E+10
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME	616168934	713500959	1,4E+09	4,47E+08	0
MINISTÈRE DES PÊCHES ET DE L'ÉCONOMIE MARITIME	2066129123	2047946693	5,8E+09	3,39E+09	1,62E+09
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS	1939285306	3371751786	1,1E+10	1,25E+10	1,16E+10
COMMISSION ÉLECTORALE NATIONALE INDÉPENDANTE	0	5634500462	0	0	0
MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE	4,0552E+10	6843632836	6,5E+08	1,08E+08	0
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	1068291122	1789066175	3E+09	5,33E+09	1,45E+10
MINISTÈRE DE L'ÉLEVAGE	540384558	871322744	9,9E+08	1,59E+09	3,64E+09
MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	757262556	409778178	2E+08	2,9E+08	0
COUR SUPRÊME	463051132	108355778	0	0	0
MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE	0	71579827	0	0	0
COMMISSARIAT À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	1085286000	216787405	0	7,1E+08	0
CONSEIL DU PRIX CHINGUITTI	0	117024240	0	0	0

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE L'ARTISANAT	531080698	526690165	3,5E+08	2E+08	0
MINISTÈRE DES AFFAIRES ISLAMIQUES ET DE L'ENSEIGNEMENT ORIGINEL	1573313217	230017264	1,9E+09	0	1,3E+09
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	4628356538	1855737312	4,3E+09	3,61E+08	0
HAUTE AUTORITÉ POUR LA PRESSE ET L'AUDIOVISUEL	0	157982724	0	0	0
MINISTÈRE DE LA SANTÉ	1,1832E+10	4315231586	4,6E+09	2,72E+09	3,33E+09
MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	473891280	517844448	5,3E+08	2,69E+08	0
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	155218000	200458189	0	0	0
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION	1,575E+10	6692195819	1,8E+09	4,77E+09	6,45E+08
MINISTÈRE DE L'HABITAT ,DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	344905420	607854227	8,3E+08	1,59E+10	2,79E+08
MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT	853219829	997871982	2,7E+09	3,26E+09	1,93E+10
MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES , DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE	668269559	958426987	8,8E+08	2E+08	0
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	685356323	754781394	5,5E+08	5,66E+08	1,04E+09
COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME ET A L'ACTION HUMANITAIRE	0	0	4,5E+07	50000000	3,72E+08
MINISTÈRE DU PÉTROLE, DE L'ÉNERGIE ET DES MINES	0	0	0	4,3E+09	3,85E+10
CONSEIL SUPERIEUR DE LA JEUNESSE	0	0	0	0	0
MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	179998248	372035853	1,4E+09	9,35E+08	4,25E+09
AUTORITÉ DE RÉGULATION DES MARCHÉS PUBLICS	0	0	0	0	0
PROGRAMME D'URGENCE DÉPENSES COMMUNES, CHARGES DE LA DETTE ET COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (COMPTES DE PRÊTS, D'AVANCES ET DE PARTICIPATIONS, COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE)	0	0	0	1,5E+10	0
Total	#####	#####	#####	#####	#####

	Dépenses de personnel	Depenses de biens et services	Transferts et subventions	Crédits non ventilés	Dépenses d'investissement sur ressources propre	Dépenses d'investissement sur ressources extérieures
PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	308801629	652474024	2138020,85	3,4E+08	0	0
MINISTÈRE SECRÉTARIAT GENERAL DE LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	439731000	-103378610	604261519	3800000	7E+09	4E+08
PREMIER MINISTÈRE	371431836	1341080825	429435835	1,3E+08	0	0
SENAT	0	0	0	0	0	0
ASSEMBLEE NATIONALE	0	2862539619	0	0	0	0
HAUT CONSEIL ISLAMIQUE	0	74423698,1	0	0	0	0
CONSEIL CONSTITUTIONNEL	0	221540744	0	0	0	0
COUR DES COMPTES	295101857	124905255	0	0	0	0
MINISTÈRE SECRÉTARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	438031247	1818557336	127715801	0	0	0
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE	2,7019E+10	1,7069E+10	0	0	0	0
MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPÉRATION	4585383955	3704049416	0	0	0	0
MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT ET LA SOCIÉTÉ CIVILE	2351567196	-373702241	1483013292	0	9E+08	0
HAUT CONSEIL DE LA FATWA ET DES RECOURS GRACIEUX	0	199386670	0	0	0	0
MINISTÈRE DE LA JUSTICE	3503201028	1030057923	470168730	0	6E+08	0
MINISTÈRE DÉLÈGUÉ AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES CHARGÉ DU BUDGET	4503467476	898999388	0	0	0	0
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES	1445937013	1673667544	2152872601	0	2E+09	1E+09
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME	788740554	953664556	1572746389	0	2E+09	0
MINISTÈRE DES PÊCHES ET DE L'ÉCONOMIE MARITIME	2822861854	3084950991	6647223914	0	1E+10	1E+09
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS	3397538511	5198966986	1,2564E+10	0	2E+10	0
COMMISSION ÉLECTORALE NATIONALE INDÉPENDANTE	0	6063220374	0	0	0	0
MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE	4,0571E+10	7351470634	718919796	0	2E+08	0
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	1256662360	768273321	3327217071	0	2E+09	8E+09
MINISTÈRE DE L'ÉLEVAGE	658928527	1026173763	1177848499	0	1E+09	0
MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	757262556	267835178	218505918	0	0	0
COUR SUPRÊME	463051132	116600392	0	0	0	0
MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE	0	77026218,8	0	0	0	0
COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	1085286000	233282404	0	0	0	0
CONSEIL DU PRIX CHINGUITI	0	125928423	0	0	0	0
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE L'ARTISANAT	531080698	248901568	375630009	0	0	0
MINISTÈRE DES AFFAIRES ISLAMIQUES ET DE L'ENSEIGNEMENT ORIGINEL	1573313217	1539482592	2008402417	0	0	0
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	4693312138	-511563605	4682366317	0	7E+08	0
HAUTE AUTORITÉ POUR LA PRESSE ET L'AUDIOVISUEL	0	170003371	0	0	0	0
MINISTÈRE DE LA SANTÉ	1,1948E+10	1996471301	5242302735	0	1E+09	0
MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	534123233	578976691	614886485	0	7E+08	0
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	155218000	215710725	0	0	0	0
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA DÉCENTRALISATION	1,5878E+10	6994727225	1956851963	4,8E+07	5E+09	0
MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE						

MINISTÈRE DE L' HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT	432595479	705511062	943533577	0	1E+10	0
MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES , DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE	1202356175	1395961025	3092290781	0	4E+09	0
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	668269559	302477248	970585111	0	0	0
COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME ET A L'ACTION HUMANITAIRE	743291846	863626278	640065300	0	7E+08	3E+08
MINISTÈRE DU PÉTROLE, DE L'ÉNERGIE ET DES MINES	0	0	0	0	0	0
CONSEIL SUPERIEUR DE LA JEUNESSE	0	0	0	0	0	2E+10
MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	0	0	0	0	0	0
AUTORITÉ DE RÉGULATION DES MARCHÉS PUBLICS	171627059	184857104	93474551,5	0	2E+09	0
PROGRAMME D'URGENCE	0	0	0	0	0	0
DÉPENSES COMMUNES, CHARGES DE LA DETTE ET COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (COMPTES DE PRÊTS, D'AVANCES ET DE PARTICIPATIONS, COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE)	0	0	0	0	5E+09	0
Total	0	0	0	2,2E+10	6E+10	0
	1,3559E+11	6,8068E+10	5,2116E+10	2,3E+10	1E+11	3E+10

Annexe :

L'équipe de la DGB

Nom et Prénom	Fonction/Structure	Téléphone	E-mail
Moctar SAAD	Directeur/DPLF	44489385	moctarsaad@yahoo.com
Mohamed yahya	Directeur Adjoint/DPLF	46437566	Med_yahya@hotmail.com
Hedi Ben DOUA	Expert PEGEFIP/DGB	34162887	hedibendoua@expertisefrance.fr
Saad bouh Sidaty	CS/DPLF	48626304	sidaty_saad@yahoo.com
Gowthiel Djebé	CS/DPLF	46479820	gowthiel@yahoo.fr
Brahim Aboubekrine	CS/DPLF	46444350	baboubekrine@finances.gov.mr
Mohamed Salem Dedi	CS/DPLF	20959311	msalemdedi@gmail.com
Neine med lemene	CS/DPLF	26849099	Neina10@yahoo.fr
Cheikh Elemin Mohamed	CS/DPLF	46730331	cheikhelemine@yahoo.fr
Abidine Khouah	CS/DPLF	37422122	Khouah80@gmail.com
Hadrami Veidar	CD/DPLF	33103232	hadramiveidar@gmail.com
Aicha ahmed salem	CD/DPLF	22089142	aichaahmedsalem@yahoo.fr
Elbar Menna	CD/DPLF	36187720	ouldmena@yahoo.fr
Med lemene Maaloum	CD/DPLF	22407703	ouldmaaloum@gmail.com
Aly Beider	CD/DPLF	26150145	Alybeider7@gmail.com
Brahim Med Salem	CD/DPLF	37294144	Brahimbouna4@gmail.com
Moussa Mohamed	CD/DPLF	44109595	Moussa0510@gmail.com